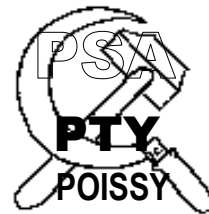


L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



03 juin 2019

Contre Macron et son « acte II », un nouvel acte des luttes

À peine les bureaux de vote bouclés, le gouvernement et les patrons reviennent aux choses sérieuses. Ces derniers qui, pour ne pas embarrasser le gouvernement, avaient repoussé de quelques semaines ou quelques mois les mauvaises nouvelles pour l'emploi, n'ont pas attendu 48 heures pour multiplier les annonces de fermetures de sites ou de suppressions massives de postes. Hugh Bailey – ancien conseiller de Macron à Bercy au moment de la cession d'Alstom à General Electric et devenu directeur de... General Electric France – a annoncé 1 044 suppressions de postes dans l'usine de Belfort. Une saignée qui, en dépit des dénégations de la direction, pourrait bien être le prélude à la fermeture du site. Le même jour, le repreneur de l'usine Whirpool d'Amiens, où Macron était venu parader avant l'élection présidentielle, a annoncé le redressement judiciaire de l'entreprise, faute d'activité.

Grouillots de service du patronat

On a aussitôt eu droit sur nos écrans de télévision à la visite de quelques sous-fifres ministériels venus nous servir les excuses bidon habituelles pour justifier les licenciements. Ce serait la conséquence inévitable de la nécessaire « transition écologique ». Le tout assorti de quelques mensonges, comme ceux de la sous-secrétaire d'État à l'Économie, qui promet un « plan social exemplaire » avec « un maximum de reclassements » pour l'usine de Belfort. Des licenciements exemplaires et un Pôle emploi aux petits soins, merci patron !

Quant aux salariés des entreprises déjà menacées de fermetures pure et simple comme Ascoval, Arjowiggins, les Fonderies du Poitou, on les promène depuis des mois avec d'interminables négociations en vue de trouver un « repreneur » qui, le plus souvent, s'avère être un simple sous-traitant en plan social des grands groupes...

Macron voudrait repartir à l'offensive

Du côté du gouvernement, pour lequel la pause des Européennes n'était qu'une mi-temps, on serait parti pour son « acte II ».

Ça commence par de violentes attaques contre les fonctionnaires et les salariés du secteur public : en route pour le plan de suppression de plus de 125 000 postes de fonctionnaires. Dans les hôpitaux, les centres postaux, les écoles ou à la SNCF, managers et cost-killers au service de l'État mènent l'offensive à coups de « réorganisations » constantes et d'augmentations continues de la charge de travail. Des méthodes déjà subies dans les années 2000 par les salariés d'Orange, dont les

dirigeants comparaissent actuellement devant les tribunaux pour avoir provoqué, par leurs méthodes, la multiplication des arrêts-maladies, des dépressions, des burnouts et des suicides.

Au programme aussi, la mise en route de la réforme des retraites qui, par son système dit « à points », obligera à reculer encore l'âge de départ et amputera le montant des pensions.

Cerise sur le gâteau, le prix de l'électricité vient d'augmenter de 5,9 % au 1^{er} juin. Face à la colère des Gilets jaunes, le gouvernement avait gelé cette hausse en janvier. Alors une nouvelle hausse (de 1 à 2 %) est prévue en août afin de permettre aux compagnies de récupérer les 6 mois de retard. De quoi réveiller tous les Gilets jaunes sur les ronds-points des départs en vacances !

Lui couper l'herbe sous le pied

Pour les mesures anti-ouvrières qu'il avait promises au patronat, Macron voulait déjà partir sur les chapeaux de roues dès le début de son mandat. Son élan a été sacrément perturbé par l'irruption de la colère des Gilets jaunes.

Outre ce mouvement, qui est loin d'être terminé, ce sont les grèves des personnels des urgences hospitalières qui se développent. Grèves aussi dans de nombreux bureaux de poste contre les restructurations. D'autres luttes ne vont pas manquer face aux nouvelles annonces de plans de licenciements ; elles auraient tout avantage à se coordonner. Voilà le départ de ce qui pourrait mettre en échec l'« acte II » du président des patrons !

Carton rouge

Interrogé sur l'éventualité d'un renouveau du sponsoring du FC Sochaux, la responsable des partenariats de Peugeot a répondu que le football était un sport qui n'allait pas (ou plus) avec les valeurs de PSA. Trop populaire ; pour une marque qui préfère s'afficher à Roland-Garros du côté d'Auteuil-Neuilly Passy.

Renvoyée vite fait dans ses 22 par Imperato, directeur de la DCTC, qui tente de calmer le jeu en bon arbitre, on n'a plus entendu cette dame. Ben oui, ceux qui conçoivent, fabriquent et parfois achètent des peugeot ne feraient-ils pas partie de ces gueux qui jouent au foot ou le regarde ?

Ceci dit, on comprend pourquoi même en ayant les prix constructeurs on ne risque pas de se payer les derniers modèles.

Les patrons s'unissent, les salariés aussi

Depuis une semaine la presse se fait écho de la future méga-fusion entre FCA et Renault. La course aux économies d'échelle engage les constructeurs automobiles à fusionner pour mutualiser leurs coûts mais aussi pour rechercher des « synergies », comprenez la chasse aux doublons comme PSA a su le faire avec la R&D d'Opel. Tavares s'est fait damer le pion et aurait communiqué à son état major que FCA aurait préféré Renault *pour sa faible capitalisation*, avec un brin de jalousie, les deux ayant été en pourparlers précédemment.

La transition vers l'électrique oblige à des investissements importants que les constructeurs, assis sur leur matelas (10 milliards pour PSA), rechignent à investir préférant user la vache à lait du thermique jusqu'au bout.

Le capitalisme a cette caractéristique de ne cesser de concentrer toujours plus de richesses et de pouvoir entre les mains de quelques uns mais aussi de mettre en lien comme jamais des milliers de travailleurs des quatre coins du monde.

Tant va la cruche à l'eau, qu'à la fin...

À Achères, lundi 20 mai, plusieurs centaines de travailleurs de Siaap se sont mis en grève sur les 1700 que compte le site. Dans cette entreprise qui constitue la plus grosse station d'épuration d'Europe, les travailleurs assurent 70 % de l'assainissement des eaux de l'Île-de-France. Ils revendiquent une revalorisation du régime indemnitaire, inchangé depuis 17 ans.

En début d'année déjà, la mobilisation des ouvriers en 3x8 d'Achères leur avait permis d'obtenir 150 euros de prime de nuit mensuelle.

Le premier jour du conflit, la direction générale a adressé aux grévistes une fin de non-recevoir : « Il n'y aura aucune ouverture de négociations quels que soient les moyens employés ».

Il en faudra plus pour impressionner des salariés qui ont déjà mené des grèves victorieuses il y a quelques années.

Algérie : la rue obtient le report des élections

Au bout de 15 semaines consécutives de mobilisation contre l'armée qui s'accroche au pouvoir depuis la chute de Bouteflika, les manifestants ont obtenu l'annulation de l'élection présidentielle prévue le 4 juillet. Pour les généraux, les élections devaient servir de nouveau tremplin pour placer l'un de leurs hommes de paille au pouvoir ; mais la détermination des jeunes et des travailleurs, qui étaient encore des milliers à manifester vendredi dernier, les a fait une nouvelle fois reculer. Les dirigeants actuels ne valent pas mieux que ceux d'hier, et les Algériens ont bien raison d'e

Portrait ou Nature morte ?

Six militants écologistes ont été trainés devant les tribunaux pour avoir décroché le portrait de Macron dans une mairie de l'Ain en présence de plusieurs centaines de personnes qui dénonçaient l'inaction du gouvernement pour le climat. En digne représentant de l'État, le procureur a exigé des peines de 2 000 € pour le « *vol en réunion et par ruse* »... du portrait, vendu en ligne sur le site de l'Élysée à 8,70 €.

Macron fait de la com' écolo pour les élections, mais il ne faudrait pas que les manifestants pour le climat osent réclamer plus que des mots !

Il y a de l'électricité dans l'air

Les tarifs réglementés de l'électricité doivent augmenter de 5,9 % au 1^{er} juin.

En février dernier, au moment où la mobilisation des Gilets jaunes battait son plein, le gouvernement avait préféré différer la hausse devant la colère qui déferlait. Aujourd'hui, il s'estime sans doute à l'abri et reprend sa politique de réduction de notre pouvoir d'achat : car il n'est pas prévu que nos salaires augmentent de 6 % !

La conclusion à en tirer est simple : la contestation lancée par les Gilets jaunes doit continuer et faire contagion, il n'y a que ça qui peut f... la trouille au gouvernement !

Soutenez l'étincelle !

Pour continuer à dénoncer les attaques patronales, à porter la voix des travailleurs et contribuer à faire encore moult étincelles vos diffuseurs reviendront solliciter votre soutien demain mercredi de bon matin.

Pour que l'étincelle continue à paraître, pensez à préparer votre monnaie et à verser à la collecte au drapeau rouge !